

50 bonnes raisons pour que la droite ne soit plus majoritaire à la Communauté Urbaine du Grand Nancy en 2014.

Le Président Rossinot veut tout maîtriser et, pour ce faire, il a une capacité à empêcher les initiatives, ou à geler les projets de développement, il distribue les avantages à ses amis pour tenter de conserver une majorité, il organise un traitement inégalitaire des communes et des quartiers sur l'agglomération nancéienne. Tout cela va à l'encontre de l'intérêt public et de la cohésion sociale. Les Grands Nancéiens souffrent. Nous développerons d'ici à 2014, « 50 bonnes raisons pour que la droite ne soit plus majoritaire à la Communauté Urbaine du Grand Nancy en 2014 », par la présentation de 50 dossiers, des petits dossiers, qui paraissent insignifiants, tant ils passent inaperçus, ou encore de gros dossiers... qui paraissent insignifiants tant ils passent inaperçus !

Dossier n° 23 – 21 novembre 2013

DROIT OU DEVOIR DE REPONSE ?

Le petit jeu de Monsieur Rossinot à la tête de la Communauté Urbaine du Grand Nancy se révèle de plus en plus incommode pour les élus locaux. Sa capacité de nuisance pour empêcher la concrétisation des projets communaux ne connaît pas de limites. En effet, le Président de la CUGN continue à organiser les difficultés en vue des prochaines échéances municipales de mars prochain. Il ne semble pas convaincu de pouvoir conserver son siège, ce qui est compréhensible au vu du bilan qu'il affiche que ce soit à la tête de la ville de Nancy, de la Communauté Urbaine ou en tant que président du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire (grosse dette + grosse dette + grosse dette = très grosse dette).

Son seul recours est de gêner le travail des maires de gauche qui se démènent pour améliorer le quotidien et proposer des services de qualité à leur population. A ce titre, l'une de ses méthodes préférées consiste à ne pas répondre aux courriers qui lui sont adressés. Dans le « meilleur » des cas, les questions soulevées sont renvoyées aux calendes grecques.

Dans le cas des transports en commun, qui relèvent de la compétence de la Communauté Urbaine, c'est la première option qui a été retenue par le Président Rossinot, tellement gêné par le désastre provoqué par la mise en œuvre du nouveau réseau Stan. Pourtant, les désagréments et les critiques des usagers auraient pu être évités en suivant quelques principes de bon sens mais comme toujours, les décisions sur un sujet fondamental dans la vie des Grands Nancéiens se sont faites sans concertation alors que les maires connaissent les

besoins de leur territoire.

Dès la fin du mois d'août, le maire de Tomblaine a interpellé le Président de la Communauté Urbaine sur les arrêts dangereux qui ont été installés dans la commune et la suppression de la desserte de la cité scolaire (3.000 élèves). Désormais, les élèves doivent descendre au niveau du carrefour de la Fraternité, ce qui représente un risque pour leur sécurité au vu de la circulation soutenue et des voies à traverser pour rejoindre leur établissement. A ce jour, Monsieur Rossinot n'a toujours pas daigné répondre à ces interrogations. 3 mois après, pourquoi se mure-t-il dans le silence alors que les corrections proposées n'ont d'autre objectif que d'améliorer la situation des collégiens et lycéens ? Une rencontre enfin organisée avec le Vice-Président de la CUGN en octobre a permis d'espérer que cette aberration soit corrigée... courant décembre seulement !!!



Au lieu de régler les difficultés, on préfère vanter les soi-disant bienfaits de l'action communautaire. Il est incroyable de découvrir dans un quotidien régional qu'un employé de Veolia-Transdev se permette d'intervenir au lycée Marie Marvingt sur la politique des transports au sein de l'agglomération nancéienne, sans même en avoir informé le maire de la ville concerné ! Et alors même que les courriers de ce maire sont toujours sans réponse.

Et ce n'est pas le seul sujet sur lequel le Président de la Communauté Urbaine reste muet, loin s'en faut ! On ne compte plus le nombre de dossiers pour lesquels le maire de Tomblaine reste dans l'attente malgré des demandes répétées pour la réalisation de ces opérations de voirie.

Aucune information précise sur ce qui pourrait être fait, ni sur ce qui est envisagé. Les rares réponses consistent à dire que les travaux demandés seront réalisés... début 2014 (avant ? pendant ? ou après les élections ?).

Pour le chemin Bois-la-Dame, les travaux de réfection ont été réalisés non sans mal. Ils se sont achevés avec 6 mois de retard (certes, il faut prendre en compte les intempéries qui ont affecté le bon déroulement des opérations) mais ce n'est pas ça le pire. Quiconque emprunte cette route peut se rendre compte du résultat de cette intervention : une voie gondolante et incommode, quasiment impropre à la circulation. Dès le mois d'août, le maire de Tomblaine a demandé au Président de la Communauté Urbaine que les travaux soient refaits pour sécuriser le passage des véhicules et résoudre les désagréments qui en résultent pour les riverains de cette chaussée. Celui-ci lui a annoncé que des études seraient lancées sur le sujet mais ce n'est pas la demande qui lui a été adressée. Par ailleurs, nul besoin de commanditer des études coûteuses pour déterminer les suites les plus appropriées à donner. Le maire de Tomblaine avait demandé la reprise de ces travaux (qui avaient déjà été si longs) avant la période hivernale. Aujourd'hui, on arrive dans cette période hivernale, cette route reste dangereuse. Rien n'est fait, rien n'est annoncé.

Voilà la méthode de travail prônée par le Président du Grand Nancy pour satisfaire ses ambitions au détriment des intérêts des habitants. Encore une bonne raison pour changer de majorité à la Communauté Urbaine en 2014.